

July/Juillet 1979

Directly Elected Parliament Holds First Session

Première session du nouveau Parlement

Opening session of the
European Parliament on
17 July in Strasbourg

Session inaugurale du
Parlement européen à
Strasbourg le 17 juillet.



The European Parliament, directly elected for the first time in June in elections spanning the nine EC member states, held its first session in the medieval city of Strasbourg on 17-20 July.

Le Parlement européen, élu pour la première fois au suffrage universel lors des élections de juin dernier, pour un mandat de cinq ans, a tenu sa session inaugurale dans la ville médiévale de Strasbourg du 17 au 20 juillet.

The Parliament's first act was the election of a president. Winner on the second ballot was Simone Veil, former French cabinet minister and leader of the Union for France in Europe Party.

La première action du Parlement a été d'élire un président. C'est Mme Simone Veil, ex-ministre du cabinet français et chef du parti Union pour la France en Europe, qui a été élue lors du deuxième tour de scrutin.

Later the Euro-MPs passed a motion that the Community should charter ships to rescue Indochinese boat-people.

Les députés européens ont ensuite adopté une motion à l'effet que la Communauté devrait nolisier des bateaux pour secourir les réfugiés indochinois.

Addressing the ceremonial opening of the Parliament's five-year term, EC Commission President Roy Jenkins said: "This Parliament, resting as it does on a wide

Le président de la Commission de la C.E., M. Roy Jenkins, s'est ainsi adressé au nouveau Parlement lors de la cérémonie d'ouverture: "Ce Parlement, qui jouit d'un très grand appui

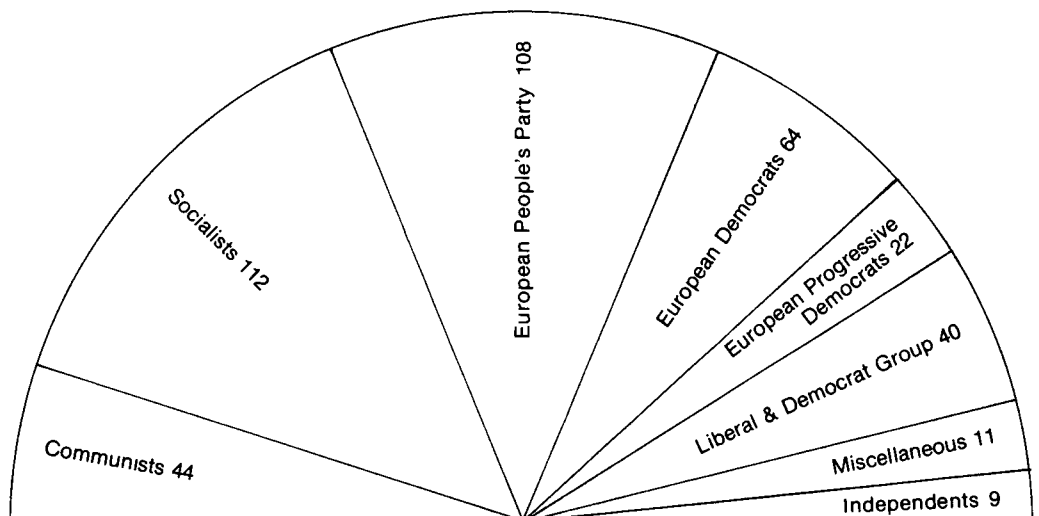


Die Zeit

The sleeping Beauty

Composition of the new
European Parliament

La composition du nou-
veau Parlement européen



popular support and commanding a new democratic authority, represents an important evolution for the Community. It is right that it should exercise to the fullest possible extent its powers to question and to subject to criticism the way in which the Commission exercises its powers and the way in which the Council of Ministers reaches — or does not reach — its decisions . . .

"It is right too that the Parliament, as a major partner with the Commission and the Council in the formulation of the Community's budget, should assert itself in the development of the financial muscle which underlies Community policies. This is an area of potentially great significance for the internal development of the Community, where this House will have an essential influence. Equally, it is right that the Parliament should aim to broaden the basis of popular support for the Community's institutions and create a greater sense of involvement in policies."

populaire et qui présente un nouveau caractère démocratique, représente une évolution importante dans l'histoire de la Communauté. Il doit, dans toute la mesure du possible, exercer ses pouvoirs pour suivre de près et, éventuellement, critiquer la façon dont la Commission s'acquitte de ses tâches et pour s'assurer de la façon dont le Conseil des ministres prend — ou ne prend pas — ses décisions . . .

"Il faut également que le Parlement, en tant que partenaire important de la Commission et du Conseil pour ce qui est de l'établissement du budget de la Communauté, s'affirme et devienne un levier financier des politiques communautaires. C'est un domaine susceptible de devenir très important pour le développement interne de la Communauté et à l'égard duquel cette assemblée exercera une influence prépondérante. Par ailleurs, le Parlement doit aussi viser à élargir l'appui qu'il reçoit du grand public en faveur des institutions communautaires et le sensibiliser davantage à ses politiques."

EC-Canada Fisheries Agreement Signed

Signature de l'accord de pêche C.E.-Canada

Signing of the fisheries agreement for the Canadian government by P D Lee (left), and for the EC by François Scheer (centre) and by Raymond Simmonet (right)

Signature de l'accord de pêche, pour le gouvernement canadien par M P D Lee (gauche), et pour la C E par M François Scheer (centre), et M Raymond Simmonet (droite)



The EC and Canada signed an interim fisheries agreement on 28 June.

La C.E. et le Canada ont signé le 28 juin un accord intérimaire en matière de pêche.

The agreement, which had been applied on a provisional basis since March 1979, allocates catch quotas between the two partners until the end of this year.

L'accord, qui avait été appliqué sur une base non officielle depuis mars 1979, assigne aux dites parties des quotas-parts sur les prises jusqu'à la fin de 1979.

It also commits the two sides to cooperate in the management of joint stocks of shrimp, halibut and roundnose grenadier, found in waters between Canada and Greenland.

De plus, les deux parties se sont engagées à coopérer dans la gestion des stocks conjoints de crevettes, flétans noirs et grenadiers de roche qui se trouvent dans les eaux entre le Canada et le Groënland.

Canada will offer EC fishermen access to surplus fish from Canada's exclusive stocks, in return for commensurate benefits from the Community.

Le Canada permettra aux pêcheurs communautaires d'avoir accès aux ressources excédentaires des stocks exclusifs du Canada, en échange d'avantages proportionnés de la part de la C.E.

The annual total catch of Atlantic salmon for EC vessels is fixed at 1,190 tonnes.

On a convenu de part et d'autre de fixer le total des prises annuelles communautaires à 1,190 tonnes pour le saumon atlantique.

In Germany, the equivalent proportion was 46.2 per cent. The two countries with the highest relative level of general government expenditure were Luxembourg and the Netherlands, where it accounted for 57 per cent and 55.6 per cent of GDP respectively.

The Commission defines general government expenditure to include spending by central and local government and the cost of social security and unemployment benefits. This covers direct government subsidies to the public sector, but excludes lending to, and sales and purchases by, nationalized industries.

As far as central government expenditure is concerned, for most countries the figure was 30 per cent or slightly more. Belgium is highest at 36.2 per cent. Britain is second at 32.6 per cent. The country with the lowest percentage of GDP accounted for by central government expenditure was France (23.9 per cent), while the figure for Germany was 26.7 per cent.

European Dial-A-Computer Service

Anxious researchers and scientists throughout Europe will soon be trying to get Diane on the line.

Diane is not an alluring siren who has captivated the hearts of today's Einsteins. The name is an acronym: Direct Information Access Network for Europe.

It is part of the Euronet computer network established with the help of the EC Commission. It connects national users and sources of computerized information.

Non-Community countries, such as Switzerland, Spain and Sweden may be included later.

Plan To Ease Patent Accords

Patent licensing agreements should become easier, if an EC Commission draft for a block-exemption regulation is approved. Block, rather than case-by-case exemption from EC rules of competition would provide greater legal certainty for firms by identifying clauses that may be included in patent licences.

The revised Commission proposal is still based on the principle that export bans on trade within the Community are generally incompatible with the concept of a common market and can be approved only for agreements between smaller firms.

Pour l'Allemagne, la proportion était de 46.2 pour cent. Le Luxembourg et les Pays-Bas ont connu, par rapport à leur PIB, le taux relatif le plus élevé en ce qui a trait aux dépenses générales de l'Etat, puisqu'il était, respectivement, de 57 pour cent et de 55.6 pour cent.

Par "dépenses générales de l'Etat", la Commission entend les dépenses des gouvernements centraux et locaux, le coût des avantages sociaux et des prestations d'assurance-chômage, de même que les subventions directement accordées par le gouvernement au secteur public. Elles ne comprennent toutefois pas les prêts octroyés aux industries nationalisées, ni leurs ventes ou achats.

En ce qui concerne les dépenses effectuées par les gouvernements centraux, la Belgique vient de loin en tête de liste avec 36.2 pour cent de son PIB. La Grande-Bretagne vient en deuxième place, avec 32.6 pour cent. La France, avec 23.9 pour cent, est le pays qui a consacré le plus faible pourcentage de son PIB aux dépenses de son gouvernement central. L'Allemagne, elle, y a consacré 26.7 pour cent. Pour la plupart des autres pays cette part s'élevait à 30 pour cent, ou un peu plus.

L'Europe des ordinateurs

Un nom reviendra de plus en plus souvent, au cours des années à venir, dans les conversations des chercheurs austères et hommes de sciences éthérés d'Europe: Diane.

Diane n'est pas une séduisante sirène qui aurait conquis le coeur de nos Einstein d'aujourd'hui. Son nom est l'abréviation de Direct information Access Network for Europe (Réseau européen d'accès direct à l'information).

Diane fait partie elle-même du réseau européen d'ordinateurs Euronet mis au point sous les auspices de la Commission de la C.E.

D'autres pays non membres de la Communauté tels que la Suisse, l'Espagne et la Suède pourront, ultérieurement, être inclus à ce réseau.

Faciliter les accords de licence de brevets

Les accords de licence de brevets devraient être facilités si le projet de règlement d'exemption par catégories pour des accords de brevets, tel que proposé par la Commission de la C.E., est finalement approuvé. L'exemption par catégories plutôt que cas par cas de l'application des règles de concurrence aux licences de brevets, permettraient de faire une distinction claire entre les clauses autorisées dans les contrats de façon à offrir des garanties juridiques aux entreprises concernées.

La Commission a modifié son projet initial, mais elle est restée fidèle à sa conception de base selon laquelle les interdictions d'exporter à l'intérieur des frontières communautaires, en règle générale, sont incompatibles avec le principe d'un marché commun et ne peuvent être autorisées que pour de petites et moyennes entreprises.

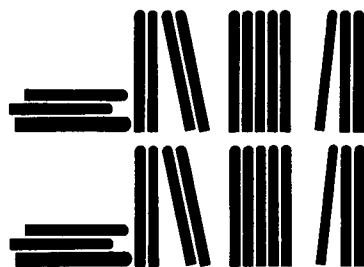
EC Helps Build "Roots" Route

The EC is putting some \$7 million into a road-building project that owes a great deal to Alex Haley's saga *Roots*. The road is in the Gambia, the West African country to which Mr. Haley traced his ancestor, who was carried off to America as a slave.

The book, and the resulting TV spectacular, have incited 4,000 pilgrims a year to visit the village of Juffure, which Mr. Haley raised to fame.

The financing proposal of the European Development Fund explains that the Gambia receives 28,000 tourists a year and they can now visit the "Roots" village only by river boat.

EC In Print



Ionescu, G. **The European Alternative.** Alphen a/d Rijn: Sijthoff and Noordhoff, 1979.

Stegemann, Klaus. **Price Competition and Output Adjustment in the European Steel Market.** Tübingen: J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), 1979.

Colombo, Emilio. **The Decisions Facing Europe.** Second Jean Monnet Lecture. Florence: European University Institute, 1978.

The following publications are available free of charge, from the European Community Information Service, 350 Sparks Street, Suite 1110, Ottawa, Ontario K1R 7S8:

Euro-barometre. Public Opinion in the European Community, No. 10, January 1979.

Europe and the Third World. A Study of Interdependence. Development Series. 1978.

EC Diary

June

30 Representatives from EC and OPEC meet in London to review decisions taken at Tokyo Summit and recent oil price increases.

July

2-3 EC and Yugoslavia resume negotiations on cooperation agreement.
5 President of Columbia, Julio Cesar Turbay Ayala, visits EC Commission to discuss closer links between EC and Andean Pact nations (Bolivia, Colombia, Venezuela, Ecuador and Peru).
12-13 Semi-annual EC-USA high-level consultations held in Brussels; energy, international trade and the economic situation dominate discussions.
13 EC signs tariff protocol concluding the multilateral trade negotiations in Geneva.
17-18 EC-China joint committee, created by April 1978 agreement, holds its first meeting in Peking.

Une route inspirée par "Racines"

La C.E. injectera quelque \$7 millions dans un projet d'aménagement routier, en grande partie inspiré par le roman *Racines* d'Alex Haley. Cette route sera construite en Gambie (Afrique occidentale), où M. Haley est parti à la recherche d'un ancêtre déporté comme esclave en Amérique.

Ce roman, qui a connu un retentissant succès à la télévision, a incité non moins de 4,000 personnes à se rendre chaque année au village de Juffure, rendu célèbre par M. Haley.

Dans sa proposition de financement, le Fonds européen de Développement précise que la Gambie accueille 28,000 touristes par an et qu'ils ne peuvent actuellement se rendre à Juffure que par bateau.

C.E. Livresque

Burban, J.-L. "Le Parlement européen, mythes et réalités" (en deux parties). **Revue du Marché commun.** No. 223, janvier 1979 et No. 224, février 1979.

Kinsky, Ferdinand et Talichet, Laurence. **L'Europe et l'indépendance nationale.** Paris: Presses d'Europe, 1979.

Ayberk, Ural. **Le mécanisme de la prise des décisions communautaires en matière de relations internationales.** Bruxelles: Emile Bruylant, 1978.

Les publications suivantes de la C.E. sont disponibles gratuitement au Bureau d'Information de la Communauté européenne, 350, rue Sparks, suite 1110, Ottawa, Ontario K1R 7S8:

Euro-baromètre. L'opinion publique dans la Communauté européenne. No. 10, janvier 1979.

La politique agricole de la Communauté. Série "Documentation européenne", 2ème édition, octobre 1978.

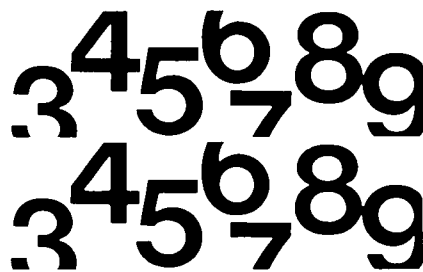
La C.E. au jour le jour

Juin

30 Rencontre à Londres de représentants de la C.E. et de l'OPEP pour réétudier les décisions prises au sommet de Tokyo et la récente hausse du prix du pétrole.

Juillet

2-3 Reprise des négociations C.E.-Yougoslavie en vue d'un nouvel accord de coopération.
5 M. Julio Cesar Turbay Ayala, président de la Colombie, visite la Commission de la C.E. pour discuter d'une coopération plus étroite entre la C.E. et les pays membres du Groupe Andin (Colombie, Venezuela, Equateur, Pérou et Bolivie).
12-13 Consultations semestrielles à haut niveau C.E.-Etats-Unis à Bruxelles; trois thèmes dominent les travaux: l'énergie, la situation économique et les échanges internationaux.
13 Signature par la C.E. du protocole tarifaire concluant les négociations commerciales multilatérales à Genève.
17-18 La commission mixte C.E.-Chine, créée par l'accord d'avril 1978, tient sa première réunion à Pékin.



European Community is published by the Press and Information Service, Delegation of the Commission of the European Communities, 350 Sparks Street, Ottawa, Ontario, K1R 7S8. The contents do not necessarily reflect the views of the European Community institutions or of its member states. Reproduction of editorial material is authorized.

Communauté européenne est publiée par le Bureau de Presse et d'Information de la Delegation de la Commission des Communautés européennes, 350 rue Sparks, Ottawa, Ontario, K1R 7S8. Le contenu rédactionnel ne reflète pas nécessairement le point de vue des institutions de la Communauté européenne ni de ses Etats membres. La reproduction de toute information est libre.

Move To Appoint EC Ombudsman?

The European Community comes in for its fair share of complaints. Action taken in its name may not always be reasonable. Yet there is little that people with a grievance have been able to do about it.

They often don't know where to go to lodge their complaints or even who is responsible. And while the European Court of Justice exists to ensure that Community law is observed, it can be both complicated and expensive to fight a case all the way to this level.

But the European Parliament hopes to change all that. A decision to appoint an ombudsman who would be able to receive complaints and investigate them on behalf of individual Community citizens was taken by MPs at the last sitting of the old Parliament.

The office of ombudsman reflects a growing recognition of the need to protect individuals against maladministration and unreasonable action by public authorities. It is a rapid, flexible and simple system of control.

But the question is, what kind of ombudsman does the Community need? The Parliament has settled for someone to whom it would delegate powers. He would investigate complaints and report his findings to the complainant as well as to Parliament. If necessary, he could refer the complaints to national ombudsmen.

More detailed work will be needed by the new directly-elected Parliament before an appointment can be made.

Un médiateur pour la Communauté européenne

Personne n'est infallible et la Communauté européenne ne prétend pas l'être. Il n'y a donc rien d'étonnant que ses décisions soient parfois contestées par ceux à qui elles s'appliquent. Cependant, que peut faire le particulier qui s'estime lésé par une de ces décisions? Reconnaissons-le: pas grand-chose. Tout d'abord, il ne saura pas à qui s'adresser pour faire entendre sa plainte. Et d'autre part, s'il existe bien une Cour européenne de justice dont le rôle est de veiller à l'application équitable de la législation communautaire, ses procédures sont trop compliquées et trop coûteuses pour le simple citoyen.

Mais cela pourrait changer: c'est l'espoir du Parlement européen (ancienne formule) qui a décidé de créer un poste de médiateur communautaire qui serait chargé d'examiner les plaintes formulées par les personnes privées à l'encontre des institutions de la Communauté.

La création d'une charge de médiateur montre que l'on a identifié le besoin de protéger les individus contre les abus de l'administration et des autorités publiques; c'est en plus un moyen de contrôle rapide, flexible et simple.

Cela dit, une question se pose: quel serait le statut du médiateur communautaire? Le Parlement européen a décidé qu'il s'agirait d'une personnalité à laquelle il déléguerait certains pouvoirs et qui, ayant examiné une plainte, aurait à rendre compte de ses conclusions à la fois au plaignant et au Parlement. Si nécessaire, il transmettrait certaines plaintes au médiateur du pays concerné.

Cependant, avant que le titulaire de cette charge puisse être désigné, le nouveau Parlement européen aura encore à régler un certain nombre de détails.

Ireland Assumes EC Presidency

Ireland on 1 July succeeded France to the presidency of the EC's Council of Ministers. Ireland will chair all Council meetings for a six-month term until 31 December 1979, and preside over the November European Council in Dublin.

Ireland is expected to give priority to these EC dossiers:

- enlargement (in particular, the involvement of Greece in European political cooperation);
- convergence of EC economies;
- energy;
- relations with other major industrial powers.

During France's presidency (January-June 1979), the European Monetary System was introduced; the Tokyo Round of multilateral trade negotiations was concluded; Greece signed the treaty for its accession to the Community; the EC concluded the negotiations for the renewal of the Lomé Convention; and the Nine defined specific objectives for energy.

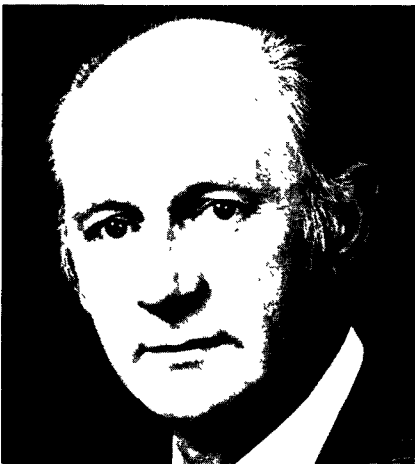
L'Irlande à la présidence

L'Irlande a pris le 1er juillet la succession de la France à la présidence du Conseil des ministres de la C.E. L'Irlande présidera toutes les réunions du Conseil pendant 6 mois, jusqu'au 31 décembre 1979, ainsi que la session du Conseil européen à Dublin en novembre.

Vraisemblablement, l'Irlande donnera priorité aux dossiers suivants:

- élargissement (en particulier, l'intégration de la Grèce dans la coopération politique européenne);
- la convergence des économies de la C.E.;
- l'énergie;
- les relations avec les autres puissances du monde industrialisé.

Sous la présidence française (janvier-juin 1979), le Système monétaire européen fut introduit; le "Tokyo Round" des négociations commerciales multilatérales toucha à sa fin; la Grèce signa le traité d'adhésion à la Communauté; la C.E. conclut les négociations en vue du renouvellement de la Convention de Lomé; et les Neuf définirent des objectifs spécifiques en matière d'énergie.



Irish Prime Minister Jack Lynch, who will preside over the November European Council in Dublin

Le premier ministre d'Irlande, M. Jack Lynch, présidera le Conseil européen à Dublin en novembre

Commission Proposes EC-ASEAN Agreement

La Commission propose un accord C.E.-ASEAN

The ASEAN delegation at
a meeting with the EC
Commission in Brussels

La délégation de
l'ASEAN lors d'une ré-
union C.E.-ASEAN à
Bruxelles



The EC Commission in July recommended to the Council of Ministers that the EC negotiate a cooperation agreement with the Association of South-East Asian Nations (ASEAN) as a whole.

La Commission de la C.E. a proposé au Conseil des ministres en juillet, que la C.E. devrait négocier un accord de coopération avec l'ASEAN (Association des Etats du Sud-Est asiatique) comme ensemble.

The principle of such an agreement was adopted in November 1978, at the ministerial level. Several phases of "exploratory talks" then took place between the Commission and ASEAN representatives concerning the possible content of the agreement. The aim is to conclude the negotiations before the end of the year.

Le principe d'un tel accord avait été retenu en novembre 1978, au niveau ministériel. Plusieurs phases de "conversations exploratoires" s'étaient ensuite déroulées entre la Commission et les représentants de l'ASEAN, concernant le contenu possible de l'accord. L'objectif est de conclure les négociations avant la fin de l'année.

Energy Strategy Emphasizes Coal And A-Power

Accent sur le charbon et le nucléaire

To keep current crude oil imports at their present level (470 million tonnes annually), the EC must develop coal and nuclear energy. In papers outlining a Community strategy for the 1980s, the Commission urges that coal consumption be boosted by 25 per cent and the amount of electricity produced from coal and nuclear power be raised from 60 to 75 per cent.

Si la C.E. veut maintenir le niveau actuel de ses importations de pétrole brut (470 millions de tonnes par an), il lui faudra développer le charbon et l'énergie nucléaire. Une étude sur une stratégie énergétique pour les années 80, publiée récemment par la Commission, recommande fortement une augmentation de quelque 25 pour cent de la quantité de charbon utilisé, de même qu'une augmentation de 60 à 75 pour cent de la part de l'électricité produite à partir du charbon et de l'énergie nucléaire.

The Commission recommends the building of coal-fueled power stations whenever the public strongly resists the construction of atomic-power plants.

Pour les cas où le public s'opposerait à la construction de centrales nucléaires, la Commission recommande des centrales alimentées au charbon.

Energy investments would have to be \$60 billion a year up to 1990. These would not only ease the energy squeeze, but would also create many new jobs, which Europe is likely to need over the next decade.

D'après l'étude de la Commission, les investissements requis dans le secteur de l'énergie devraient s'élever à \$60 milliards par an d'ici à 1990. Ces investissements ne serviraient pas seulement à mitiger la crise énergétique, mais ils créeraient aussi des emplois.

EC Develops Nuclear Energy Slowly

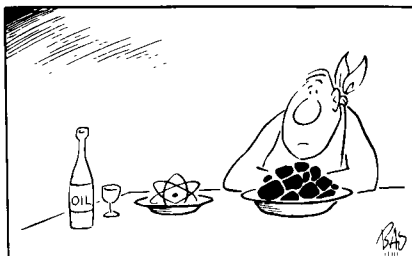
Un développement nucléaire lent

The development of nuclear energy in the Community proceeded at a restrained pace again last year, the Euratom Supply Agency says in its annual report.

L'Agence d'approvisionnement d'Euratom, dans son rapport annuel pour 1978, a précisé que l'énergie nucléaire s'est développée, une fois de plus, à un rythme assez lent dans la Communauté.

Only four nuclear power stations were commissioned and three nuclear power plants, comprising six reactors with a total

Seules quatre centrales nucléaires ont été nouvellement mises en service, et trois



capacity of 4310 MWe, were ordered.

The Supply Agency says enough natural uranium should be available for EC users up to the end of the 1980s. Continuing efforts should nonetheless be made to achieve a long-term assurance of supply for the Community.

centrales comprenant six réacteurs d'une capacité totale de 4310 MWe ont fait l'objet de commandes.

L'Agence estime que les utilisateurs d'uranium naturel dans la C.E. en trouveront des quantités suffisantes d'ici à la fin des années 1980. Cette estimation n'affecte cependant en rien la nécessité de continuer de faire de sérieux efforts pour garantir l'approvisionnement de la Communauté à long terme.

Brunner Approves US Energy Policy

EC Energy Commissioner Guido Brunner has expressed approval of the new energy policy announced by US President Jimmy Carter on 15 July.

"These measures confirm the decisions taken by the Western industrial nations in Tokyo and even go beyond. One can no longer doubt America's resolve to master its energy problems, and this is very important for the European Community's policy. The task ahead is to achieve these concrete objectives by means of firm policies," said Mr. Brunner.

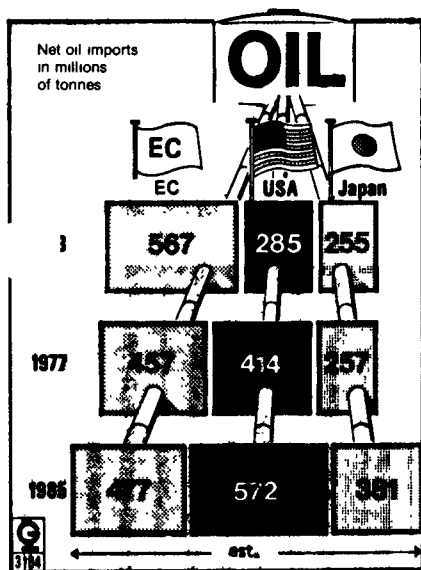
The Energy Commissioner also expressed satisfaction with Mr. Carter's plan to promote the development of synthetic fuel from coal, a process which offered Europe great potential as a means to reduce oil imports.

Brunner approuve la politique énergétique américaine

M. Guido Brunner, commissaire de la C.E. à l'Energie, a approuvé la nouvelle politique énergétique américaine annoncée par le président Jimmy Carter le 15 juillet dernier.

"Ces mesures, a-t-il dit, confirment les décisions de Tokyo prises par les nations industrielles occidentales et vont même au-delà. On ne peut plus douter désormais de la résolution des Etats-Unis de maîtriser leurs problèmes énergétiques et cela revêt une grande importance pour la politique de la Communauté européenne. Il s'agit maintenant de réaliser ces objectifs concrets par une politique tout aussi résolue."

M. Brunner s'est vivement félicité de l'intention américaine de promouvoir la mise au point de carburants synthétiques à partir du charbon, lequel procédé offrirait à l'Europe, de grandes possibilités en vue de la réduction des importations de pétrole.



Plans For "Eurocard" And "Eurocheque"

European banks plan to launch a joint credit card and a uniform European travellers' cheque.

The credit card would be for travel and entertainment, rather than for everyday shopping. Banks in the Benelux countries, Scandinavia, France, Spain and Italy are said to be involved.

Banks would issue European travellers' cheques in their own currency as well as in other major currencies. This would allow travellers' cheques to be more effectively marketed than they are at present by the individual banks, and cheques would be more readily recognized by foreign banks and hotels.

Projet d'Eurocarte et d'Eurochèques

Les banques européennes projettent de lancer une carte de crédit commune et un seul type de chèques de voyage.

La carte de crédit serait réservée aux voyages et aux divertissements, et non aux achats de tous les jours. Les banques du Bénélux, de même que celles de Scandinavie, de France, d'Espagne et d'Italie sont censées adhérer au réseau de cette nouvelle carte.

Quant aux chèques de voyage européens, les banques les émettraient dans leur propre monnaie et dans les autres devises principales. Les chèques de voyage jouiraient ainsi d'une plus grande popularité auprès des banques. A l'étranger, ils seraient aussi plus facilement acceptés par les banques et les hôtels.

EC Opens Borders For Nurses

Nurses now have the right to practise their profession in any European Community country.

A Community law that came into force in June gives nurses who are Community citizens the right to establish themselves in any of the nine member states, provided they have proof of their formal qualifications.

Nurses wishing to work in other EC countries should have been employed as nurses for at least three of the five years prior to getting their diplomas.

L'Europe des infirmières

Depuis juin dernier, en vertu d'une directive communautaire, qui a maintenant force de loi, les infirmières (et les infirmiers aussi, bien sûr) de la C.E. ont le droit d'exercer leur profession dans n'importe quel pays membre.

En outre, pour bénéficier du droit d'exercer dans un autre pays de la Communauté, infirmières et infirmiers devront avoir été chargés de soins généraux pendant au moins trois ans sur les cinq précédant l'obtention de leur diplôme.

Canadian Mayors Visit Brussels

Ten Canadian mayors, one from each province, visited the EC Commission headquarters in June. EC officials briefed them about EC economic, external and regional policies. The visit was organized by the Department of External Affairs, in cooperation with the EC Delegation in Ottawa.

Visite de maires canadiens à Bruxelles

Dix maires canadiens, choisis pour représenter chacun une province, ont effectué une visite à la Commission de la C.E. en juin dernier. Des hauts fonctionnaires de la C.E. les ont informés sur les politiques économique, étrangère et régionale de la C.E. La visite était organisée par le Ministère des Affaires extérieures avec le concours de la Délégation de la C.E. à Ottawa.

J Gwyn Morgan, who in August will succeed Martin Mauthner as head of the Press and Information Service of the EC Commission Delegation in Ottawa. Mr Morgan, aged forty-four, was previously head of the EC Office for Wales, in Cardiff

M J Gwyn Morgan succède à M Martin Mauthner en tant que chef du Bureau de Presse et d'Information à Ottawa. M Morgan, âgé de 44 ans, a été jusqu'à tout récemment chef du Bureau de la C.E. pour le Pays de Galles à Cardiff

Mr Mauthner is now head of the EC's Press and Information Service in Caracas, Venezuela

M Mauthner sera désormais chef du Bureau d'Information de la C.E. à Caracas, Venezuela



Modest Rise In Farm Prices

EC agriculture ministers in June agreed to raise prices for the current marketing year by an average 1.5 per cent, except for dairy produce. The price of milk was frozen because of the continuing surplus, and ministers agreed to keep the levy on excess milk production.

They decided to reduce the value of certain "green" currency rates, used to calculate farm import and export prices. Some progress was made on the elimination of monetary compensatory amounts, which are in effect border taxes that reduce differences in exchange rates.

Légère hausse des prix agricoles

Au mois de juin, les ministres de l'Agriculture de la C.E. ont convenu, pour l'année en cours, de relever les prix de 1.5 pour cent en moyenne, sauf en ce qui concerne les produits laitiers. En raison de l'excédent persistant, le prix du lait a été gelé et les ministres ont décidé de maintenir le prélèvement actuel sur la production excédentaire de lait.

Ils ont également décidé de réduire la valeur de certains taux de change "verts", lesquels servent à calculer les prix agricoles à l'importation et à l'exportation. Certains progrès ont été réalisés en vue de l'élimination des montants compensatoires monétaires, qui sont en fait des taxes prélevées à la frontière visant à réduire les écarts entre les taux de change.

State Spending Lowest In Denmark

General government expenditure in Denmark accounts for a smaller proportion of gross domestic product (GDP) than in other EC countries.

Comparative statistics for the Nine, published by the EC Commission, show that in 1977 the proportion of GDP devoted to general government expenditure in Denmark was 44.7 per cent. Next lowest were Britain and France, at 45.1 per cent.

L'Etat dépense moins au Danemark

Au Danemark, comparativement aux autres pays de la C.E., les dépenses générales de l'Etat représentent une plus petite partie du produit intérieur brut (PIB).

Les statistiques comparatives établies à l'échelle des Neuf et divulguées par la Commission de la C.E. révèlent que, en 1977, le Danemark a consacré 44.7 pour cent de son PIB aux dépenses générales de l'Etat. Il est immédiatement suivi par la Grande-Bretagne et la France, avec 45.1 pour cent.